

DEUX OFFICIERS SUPÉRIEURS DE L'ARMÉE ASSASSINÉS À BOUZEGZA

Aqmi tente de perturber les élections

L'information est tombée vendredi en fin d'après-midi. Un attentat à la bombe a visé trois officiers supérieurs de l'ANP, circulant à bord d'un véhicule civil, sur un chemin communal, dans la région du piémont du massif de Bouzegza au sud de la ville de Boudouaou, dans la wilaya de Boumerdès. Deux officiers supérieurs ont été tués et un troisième blessé.

Si cet attentat a mis en émoi la population, il n'a, cependant, pas surpris les observateurs de la scène sécuritaire. Cet acte suscite plusieurs remarques.

L'attaque contre des militaires haut gradés a été planifiée et commise dans une zone relativement calme. Nous y avons réalisé un reportage lors de la tempête de neige du début de l'année, sur l'aide de la population d'un village de la même région apportée aux agents de la Sonelgaz pour rétablir la ligne de haute tension. En dépit des difficultés du moment, nous y avons rencontré une population paisible et attachée à sa tranquillité. Mais le travail qu'accomplissaient, dans l'ombre, les salafistes a sûrement échappé à la vigilance d'un responsable de la société civile locale qui nous assurait que les salafistes armés n'ont aucune chance de s'implanter dans les villages installés au

piéd du mont Bouzegza, autre haut lieu de la révolution de Novembre 1954.

L'attentat de vendredi ne pouvait en effet être accompli sans l'aide d'un réseau local de soutien. Après l'élimination, en 2008, de Bititraoui, redoutable «émir» de la katibate El Feteah qui évoluait, sous la bannière du GSPC, affilié à Aqmi, une partie de la région ouest de la wilaya de Boumerdès comprenant Boumerdès-Ville, Boudouaou, Bouzegza et Tidjelabine ; les agglomérations en question ont vécu, depuis, une relative accalmie. Force, cependant, est de constater que cette phalange a reconstitué un potentiel de nuisance. Des sources locales parlent de la présence dans les montagnes d'une vingtaine d'éléments armés, dont pas moins de cinq sont natifs des villages proches du lieu de l'attentat.



Recrudescence des attentats contre les éléments de l'ANP.

Retombées médiatiques

Ce groupe signalé au sud de Boudouaou, a-t-il des capacités militaires pour mener des attaques à l'arme contre les unités des services de sécurité ? Il l'aurait fait vendredi ou un autre jour d'autant que la région enclavée, avec son terrain boisé et accidenté, est favorable à des opérations de guérilla. Il ne reste finalement aux éléments de cette katibate

reconstituée, et à celles d'El Arkam et El Ansars, ayant rallié Aqmi et activant dans la wilaya de Boumerdès, que la pose de bombes artisanales en bord de routes et dont la mise à feu, à distance, aux passages des véhicules des services de sécurité, ne requiert aucune prise de risque. De plus, les attentats de ce type font des victimes et causent des dégâts.

Comme leurs effectifs s'amoin-drissent et le recrutement devient plus difficile, les «émirs» des katibates optent pour les attaques sans risque ayant un effet médiatique ; c'est leur façon de rappeler leur présence et d'entretenir la peur au sein de la population pour la racketter.

Les terroristes tiennent compte par ailleurs de la grande mobilité des services de sécurité lors des grands rendez-vous politiques, sociaux, les examens comme le bac, les fêtes républicaines ou religieuses, et ils s'en saisissent pour mener ce genre d'attentats à l'effet de causer des pertes et empoisonner le climat social. Les élections législatives du 10 mai focalisent l'attention des médias nationaux et étrangers et d'institutions internationales qui ont dépêché des centaines d'agents. L'occasion est trop belle pour Aqmi de s'engouffrer dans la conjoncture pour imposer un débat en milieu populaire, alors que la classe politique, qui aspire à gouverner le pays, par incompetence ou par peur des représailles du pouvoir, occulte complètement le problème, de loin le numéro un du pays : la sécurité.

Abachi L.

LE FRÈRE DU PREMIER MINISTRE SORT DE SA RÉSERVE

«La politique Ouyahia a été un échec»

On peut s'appeler Ouyahia et être dans l'opposition. C'est le cas de Laïfa Ouyahia, frère du Premier ministre et candidat aux législatives sur les listes du Parti national libre (PNL).

Dans un entretien accordé au journal arabo-phonie *El-Chourouk*, il évoque son parcours politique et assume pleinement ses divergences d'opinion avec son frère. C'est d'ailleurs ces mêmes divergences qui l'ont poussé à ne jamais rejoindre le RND. Il reconnaît avoir souffert de porter son nom de famille qui, dit-il, lui a porté préjudice sur un plan politique. Cela ne l'a pas empêché de militer dans un «petit» parti et de faire connaître les idées de ce dernier plutôt que d'évoquer le parcours de son frère.

Les deux hommes ne se voient pas beaucoup. «Presque plus depuis le décès de notre mère», avoue le frère d'Ouyahia qui profite de cette sortie médiatique pour affirmer que l'entreprise de transport des étudiants n'appartient ni à son frère ni à la famille Ouyahia.

«De simples rumeurs», dit-il. Il en profite pour commenter le bilan de son frère à la tête du gouvernement. «Un échec cuisant», estime le frère du chef du gouvernement. «Le bilan du gouvernement est négatif et la politique Ouyahia a été un échec», assène-t-il, se disant non favorable à un quatrième mandat pour Bouteflika qui, dit-il, a fait une erreur en briguant le troisième.

Évoquant son parti, il dit qu'il est «contre toute forme d'exclusion. Nous n'y cataloguons pas les individus sur la base de la tenue vestimentaire ni pour cause de gandoura mais nous ne sommes pas pour le retour du Fis dissous, il a été dissous par décision de justice», mais, avertit-il, cela ne doit pas servir de prétexte pour faire passer le courant islamiste pour un épouvantail. Il n'exclut pas de s'associer avec ce courant car, dit-il, «pour le bien de l'Algérie, on s'alliera même avec le diable». Et de conclure qu'il n'a nullement l'intention de quitter l'opposition...

Synthèse N. I.

OUYAHIA DANS SON ULTIME MEETING À ALGER : «Pas question de rééditer le scénario de décembre 1991»

Pour son ultime meeting de la campagne électorale pour les législatives du 10 mai prochain qui s'achève aujourd'hui, le secrétaire général du RND a plaidé pour la continuité, stigmatisant les partisans du changement et de la rupture et ceux qui appellent au boycott de ce scrutin. A leur adresse, il lance qu'il «n'est pas question de rééditer le scénario de décembre 1991».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ahmed Ouyahia, qui intervenait ce samedi matin dans une salle Harcha-Hacène, à Alger, qui éprouvait toutes les peines du monde à se remplir avec en sus, une majorité de jeunes supporters de clubs algérois, notamment ceux de l'USMA, qui ont, il est vrai, mis de l'ambiance, a mis tout ce beau monde dans le même sac.

Pour le Premier ministre, il n'est pas question de rééditer le scénario de décembre 1991 lorsque, dira-t-il, le peuple algérien a été «trompé» avec l'entame d'une très longue période noire faite de larmes et de sang. Une tragédie à laquelle le pays a mis fin grâce aux innombrables sacrifices de gendarmes, policiers, gardes communaux, militaires et autres citoyens anonymes auxquels Ouyahia a rendu un fort hommage. Encore moins d'imiter certains pays voisins dont les soulèvements populaires ont été qualifiés par Ouyahia de «déluge arabe», exhortant l'assistance à regarder de près ce qui se passe comme «anarchie» que ce soit en Libye, en Égypte et ce qui se trame présentement au Mali.

«Nous ne voulons recevoir de leçons de personne», tonnera-t-il, à l'adresse, notam-

ment, de certains dirigeants arabes. Ceci pour faire la transition avec le défi d'aujourd'hui, le terrorisme ayant été vaincu et la politique de la réconciliation nationale ayant définitivement tourné cette page sombre. Celui de faire face à la mafia et à la drogue, deux fléaux qui menacent, selon Ouyahia, jusqu'à la cohésion nationale et la stabilité du pays avec «ces gangs qui sèment les troubles dans les cités et quartiers», ce qui est totalement «étranger à notre société», soulignera-t-il.

Cohésion et surtout stabilité du pays que seule une participation massive aux législatives du 10 mai prochain garantira, dira encore Ouyahia, qui invite les Algériens à administrer, à l'occasion, une leçon de patriotisme et une cinglante réponse à tous ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, appellent à bouder ce rendez-vous électoral. Et au patron du RND de dénoncer, au passage, la chaîne satellitaire El Magharibia émettant de Londres, louant dans le même temps les mérites d'autres canaux audiovisuels dont l'ENTV, Ennahar TV et Echourouk TV et promettant que l'ouverture du champ audiovisuel interviendra en son



Ouyahia invite les Algériens à voter massivement.

temps. Et pas que cela, Ouyahia tiendra à orienter son appel au vote, invitant les Algériens à opter pour l'Algérie, la démocratie, la République et ne pas rééditer l'erreur de décembre d'il y a 21 ans. Car pour Ouyahia, outre la lutte implacable contre les mafias avec leurs corollaires l'argent sale et les gangs, il s'agit de s'atteler à la reconstruction du pays, celui-ci ayant retrouvé la paix et la sécurité et a pu effacer ses dettes et retrouvé sa place dans le concert des nations. «Il faut être fier de votre pays que le FMI sollicite maintenant alors qu'il fut une époque où, lourdes dettes obligent, cette instance faisait subir à l'Algérie les pires pressions», étayera-t-il son propos.

Une reconstruction dont il s'agit de poursuivre l'œuvre entamée depuis un peu plus de dix ans, soit depuis la venue de Bouteflika à la tête du pays en avril 1999, affirmera le Premier ministre avec, dira-t-il, des solutions à trouver au chômage

qui ne peuvent se concrétiser, selon lui, que par des investissements plus accrus aussi bien publics que privés à même d'engendrer la richesse. Ouyahia ne manquera pas, également, de tirer à boulets rouges sur ceux, les partis islamistes notamment, qui spéculent sur «l'argent de Hassi Messaoud». Il évoquera aussi la politique du logement qu'il dira poursuivre au même rythme et à propos de laquelle il tiendra à proposer des aides à la location. Il s'agira aussi, ajoutera Ouyahia, de promouvoir l'élite du pays à laquelle une attention particulière doit être accordée avec, notamment, une revalorisation salariale et un accès plus facile au logement. «Ceci pour dire qu'au RND, nous ne disons pas qu'il n'y a pas de problèmes et que tout n'est pas noir. Des carences et des problèmes en suspens que nous nous engageons à solutionner», soutiendra encore Ouyahia.

M. K.